

Le Ressources Infos-Doc

La lettre bimensuelle du Pôle

Ressources de Paris

N°368, 10 décembre 2018



Le centre de ressources documentaires (Paris)

9 Cour des Petites Ecuries- 75010 Paris
est ouvert :

Lundi de 9H30 à 17H00

Mardi de 14H00 à 17H00

Mercredi de 9H30 à 17H30

Jeudi de 9H30 à 16 H

Fermé le vendredi.

Tél : 01.53.34.34.13 (deuxième étage)

Attention : Le mardi de 9H30 à 13 H à la MDLF
au 47 rue Archereau 75019 Paris

Contact : Agnès HERVE-CAHU

Documentation75@olgaspitzer.asso.fr

Le CIO (Paris)

9 Cour des Petites Ecuries- 75010 Paris
est ouvert :

le lundi de 9H30 à 17H30

le mardi de 9H30 à 12H30

le mercredi de 9H30 à 18H00

Tél : 01.48.01.87.75 (3 ème étage)

Contact : Fanny LEFRANCOIS

orientation@olgaspitzer.asso.fr

Sommaire :

L'Actualité (en pages 2et 3)

- Législation : la loi Elan publiée
- Mineur isolé mais non protégé : pas d'atteinte à une liberté fondamentale
- Ordonnance de 45 : la Cnape appelle à un débat de fond

Les études (en page 3)

- Evaluation du fonctionnement en dispositif intégré des ITEPS et des perspectives d'extension
- L'accompagnement social

Au Fil des revues (en page 4)

- Gilets jaunes : le secteur social également représenté
- Enfance en danger. Les mesures de protection sont-elles devenues fictives ?
- Les troubles psychiques, un défi pour les travailleurs sociaux
- Aider les familles d'enfants « tyrans »
- Soigner, une science humaine
- Quel travail social dans les secteurs de la santé ?
- Le boom des écoles alternatives

En direct du territoire parisien (en pages 5)

- Les dernières actualités présentées par les Dases DST Paris Solidaires

Agendas (en page 7)

- -Migrations : intégration et insertion par la musique

Dans les médias (en pages 6 et 7)

- Carte blanche à Sara Giraudeau
- Quand le travail n'a plus de sens
- Demain
- L'homme qui répare les femmes
- Des jeunes engagées
- L'irrésistible ascension d'Amazon
- Aliments industriels : nous rendent-ils malades ?
- Quand les multinationales attaquent les Etats

Actualités...

Législation : la loi ELAN publiée

Appelée loi « Elan », portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, elle a pour ambition de faciliter la construction de nouveaux logements et de protéger les plus fragiles, d'améliorer le pilotage du dispositif d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement vers l'insertion et le logement destiné aux personnes sans domicile ou éprouvant des difficultés à se loger...

Elle contient donc de nombreuses mesures impactant le secteur social et médico-social : modification des normes d'accessibilité des logements aux personnes handicapées, renforcement de la régulation des établissements et services sociaux intervenant dans le champ de l'exclusion sociale ou professionnelle, développement de la cohabitation intergénérationnelle solidaire et de l'habitat inclusif, adaptation de la procédure de réquisition des logements vacants avec attributaire pour pouvoir héberger des personnes sans abri, développement de solutions d'hébergement des personnes en difficultés. etc.

-La loi ELAN fixe une extension de la procédure de réquisition des logements vacants avec attributaire à l'hébergement d'urgence de personnes sans abri, prorogation et précision du dispositif expérimental d'occupation de logements vacants par des résidents temporaires...

-La loi ELAN introduit dans la réglementation sur l'accessibilité des bâtiments neufs d'habitation le concept de "logement évolutif" et abandonne ainsi la règle du tout accessible...

En supprimant - sauf exception - l'autorisation de travaux conduisant à la perte de la qualité d'établissement recevant du public (ERP), la loi ELAN facilite la transformation d'hôtels en résidences hôtelières à vocation sociale (RHVS).

-La loi ELAN ouvre la possibilité de mettre en place des services intégrés d'accueil et d'orientation (SIAO) exerçant leurs missions dans plusieurs départements, sous réserve de la conclusion d'une convention.

-La loi ELAN inscrit dans le code de l'action sociale et des familles (CASF) l'habitat inclusif, nouvelle forme d'habitat entre l'accueil en établissement et le logement en famille, qui peut également bénéficier aux personnes âgées :

Dans une communication présentée en conseil des ministres le 7 juin 2017 intitulée « Handicap : une priorité du quinquennat », le gouvernement s'était engagé à favoriser le développement des habitats inclusifs en levant les obstacles juridiques et administratifs. Il s'agit de diversifier l'offre d'habitat au bénéfice des personnes handicapées ayant une certaine autonomie mais qui ne souhaitent pas vivre seules.

-La loi ELAN clarifie les règles de versement de l'allocation de logement social (ALS) et de l'aide personnalisée au logement (APL) et les harmonise avec celles de l'allocation de logement familiale (ALF).

Pour le bénéfice de l'ALS, les sous-locataires de moins de 30 ans sont désormais assimilés à des locataires et peuvent ainsi percevoir cette allocation pour la partie du logement qu'ils occupent, ceci, au même titre que les sous-locataires personnes âgées ou handicapés adultes dans le cadre d'un dispositif d'accueil familial (CSS, art. L. 831-2, al. 3 à 5, mod.). En conséquence, les locataires qui sous-louent à ces personnes ne perdent pas leur ALS :

Comme pour l'ALF, le législateur a souhaité préciser que l'ALS et l'APL ne sont pas dues aux personnes qui sont locataires d'un logement dont elles-mêmes, leurs conjoints, concubins ou Pacsés, ou l'un de leurs ascendants ou descendants, jouissent d'une part de la propriété ou de l'usufruit de ce logement (supérieure à 10%), personnellement ou par l'intermédiaire de parts sociales de sociétés, quels que soient leurs formes et leurs objets. Cette règle s'applique également pour le locataire, le sous locataire et le propriétaire (CSS, art. L. 381-2, al. 5, et CCH, art. L. 351-15, al. 2, mod.).

-La loi ELAN définit le cadre juridique de la cohabitation intergénérationnelle solidaire. Les aspects financiers et fiscaux de ce dispositif relèvent de la prochaine loi de finances..

Source :

- [Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique \(1\)](#) (JO n° 0272 du 24 novembre 2018)

- [Décision n° 2018-772 DC du 15 novembre 2018 du Conseil constitutionnel - Loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique](#) (JO n° 0272 du 24 novembre 2018)

Mineur isolé mais non protégé : pas d'atteinte à une liberté fondamentale

Pour le juge des référés du Conseil d'État, dès lors qu'aucune décision judiciaire n'est prise à son endroit, l'Ase ne porte aucune atteinte grave et manifestement illégale en laissant à la rue l'étranger qu'elle a reconnu comme mineur non accompagné à l'issue de son évaluation.

Source : [CE, réf., 25 oct. 2018, n° 424994](#)

Ordonnance de 45 : la CNAPE appelle à un débat de fond

A l'occasion du l'examen parlementaire du projet de loi de programmation pour la justice, le gouvernement a introduit un amendement pour réformer l'ordonnance de 1945, pierre angulaire du système de justice pénale des mineurs. La CNAPE appelle à un débat de fond pour une refonte qui réaffirme les fondamentaux de la justice des mineurs et s'inscrit dans une politique de prévention et d'insertion en faveur des jeunes : une politique qui porte une réelle ambition pour la jeunesse.

Rappel : le vote du projet de loi de réforme de la Justice par l'Assemblée nationale a été repoussé sine die, la fédération des acteurs de la protection de l'enfance critique le choix du gouvernement de réformer la justice des mineurs par ordonnance. Cependant, espérant une large concertation préalable, elle soumet des propositions.

Source : CNAPE, page consultée le 10 décembre 2018 , <https://www.cnape.fr/reforme-de-lordonnance-de-1945-la-cnape-plaide-pour-une-politique-publique-dampleur-ambitieuse-et-courageuse/>

Les études ...

Évaluation du fonctionnement en dispositif intégré des instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques (ITEP) et des perspectives d'extension Rapport de l'Igas

Les instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques (ITEP), créés en 2005, reçoivent, en internat ou semi-internat, des enfants, adolescents et jeunes adultes qui, sans présenter de déficience intellectuelle ou cognitive, connaissent des difficultés psychologiques dont l'expression (intensité des troubles du comportement notamment) perturbe gravement la socialisation et l'accès aux apprentissages. Ils sont orientés vers ces instituts (qui totalisaient environ 15 000 places en 2014) par les maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). Des services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) leur sont fréquemment associés.

En 2013, l'expérimentation d'un assouplissement de leur fonctionnement, dit 'dispositif intégré', a été engagée dans sept régions. Elle visait à donner une réponse adaptée aux besoins évolutifs des jeunes concernés et à décloisonner les accompagnements, notamment entre le secteur médicosocial et l'Éducation nationale.

La loi de modernisation du système de santé de janvier 2016 a permis la généralisation progressive de ce dispositif 'intégré' à l'ensemble des ITEP et de leurs éventuels SESSAD.

Ce rapport en dresse un état des lieux et trace des pistes pour son extension. Il constate que le 'dispositif intégré' suscite des dynamiques positives, tant pour les jeunes concernés que pour les professionnels. Il analyse les axes de transformation permettant la généralisation de la démarche d'inclusion sociale et scolaire pour les jeunes d'ITEP, puis propose trois scénarios en vue d'une extension de ce type de fonctionnement à l'ensemble des enfants handicapés.

Source : IGAS, page consultée le 10 décembre 2018, C.Lavigne et M.Raymond (IGAS) – B.Falaize et L.Loeffel (IGEN) – P.Guidet (IGAENR) , [Lire le rapport](#)

L'accompagnement social. Rapport de l'Igas

S'appuyant sur différents travaux réalisés par l'Inspection générale des affaires sociales ou par d'autres institutions, ce rapport présente une réflexion sur la notion d'accompagnement social, très souvent utilisée dans le cadre des politiques de solidarité, mais avec des sens multiples (aide aux démarches administratives, prévention du surendettement, guidance familiale, hébergement d'urgence, soutien dans la recherche d'emploi, etc.).

Le rapport approfondit l'examen de quelques politiques d'accompagnement emblématiques, et rend compte des paroles d'usagers, de professionnels et de chercheurs, en croisant différentes approches (historiques, sociologiques, économiques, etc.).

Il dresse ainsi un état des lieux des politiques d'accompagnement social dans notre pays à l'issue des transformations profondes qu'elles ont connues depuis les années 1980 ; il porte également un regard sur les moyens qui lui sont consacrés et sur les finalités poursuivies. En quoi consistent ces accompagnements ? Au bénéfice de quelles populations ? Que disent les évaluations ? Qu'en pensent les personnes concernées ? Quels sont les besoins peu couverts et les pratiques émergentes ? Le rapport interroge la place de l'accompagnement individuel par rapport aux approches collectives, la césure entre les accompagnements social et professionnel, ainsi que la démultiplication de ces formes d'intervention.

Il formule enfin un ensemble de recommandations visant à renouer avec l'ambition émancipatrice initiale de l'accompagnement social, en cohérence avec les objectifs de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté récemment présentée par le Gouvernement.

Compte tenu du partage des responsabilités entre l'État et les collectivités territoriales en matière de cohésion sociale, le rapport plaide notamment pour une contractualisation entre les acteurs, dans une logique d'investissement social.

Source : IGAS, B. Jacquy-Vazquez (IGAS), page consultée le 10 décembre 2018 , [Lire le rapport](#)

Au fil des revues...

Gilets jaunes : le secteur social également représenté TSA quotidien pro du 7 décembre 2018

Samedi 8 décembre est présenté comme une date déterminante pour la suite du mouvement des gilets jaunes. En son sein, des professionnels du social et du médico social sont présents, amenant avec eux les problématiques souvent difficiles de leur travail. TSA est parti à la rencontre de quelques-uns de ces professionnels et a examiné ce qui se dit sur les réseaux sociaux. [présentation de l'éditeur]

Enfance en danger. Les mesures de protection sont-elles devenues fictives ? TSA n° 98, décembre 2018, pages 10 à 12

Travailleurs sociaux et magistrats dénoncent les mois de délais, dans certains départements entre les ordonnances de protection de l'enfance et leur mise en œuvre. Faisant souffrir les enfants et décourageant les professionnels qui les accompagnent. Le manque de financement de l'aide sociale à l'enfance (ASE) n'explique pas tout. [présentation de l'éditeur]

Les troubles psychiques, un défi pour les travailleurs sociaux TSA n° 98, décembre 2018, pages 15 à 22

De plus en plus de professionnels accompagnent des personnes qui outre leurs problématiques sociales, présentent aussi des troubles psychiques. Dans certaines régions, le manque d'articulation entre social et psychiatrie ne facilite pas ces prises en charge. Mais là où les interventions en réseau sont soutenues, le partenariat bénéficie à l'usager.

FOCUS sur Etape, un dispositif justice Santé pour des jeunes pris en charge par la PJJ et des professionnels qui les encadrent. Coordonnées : **Etape** : 14 rue Froment 75011 Paris Tél : 01 53 42 36 15 [présentation de l'éditeur]

Aider les familles d'enfants « tyrans » Actualité sociale hebdomadaire n° 3087 du 7 décembre 2018, pages 28 à 32

A Montpellier, un service du CHU a mis en place une consultation inédite pour des groupes de parents que leur enfant tyrannise. Un protocole est en cours pour valider les bienfaits de cet accompagnement et permettre à ce programme de se généraliser. Hôpital Saint Eloi de Montpellier (MPEA) [présentation de l'éditeur]

Soigner, une science humaine les Grands dossiers des Sciences humaines n° 53, décembre 2018/janvier-février 2019, 78 pages

Peut-on évaluer le prix d'une vie humaine ? Comment soutenir les familles qui soignent leurs proches ? Pourquoi aimons-nous autant les médecines alternatives ? Que faisons-nous des médicaments que nous stockons dans nos armoires à pharmacie ? Progrès médical et éthique sont-ils conciliables ? En matière de santé, la production scientifique des sciences humaines est foisonnante. Les professionnels du soin ne s'y trompent pas. Ils multiplient les collaborations, comme avec cette création en 2016 d'une chaire de philosophie à l'Hôtel-Dieu, et n'hésitent pas à intégrer les sciences sociales dans le cursus de leurs étudiants. Il était donc temps que notre magazine fasse un état des lieux de la recherche dans ce domaine, une recherche dynamique qui nous prouve, au final, que soigner est, aussi, une science humaine. [extrait de l'éditorial, présentation de l'éditeur]

Quel travail social dans les secteurs de la santé l'observatoire n° 96 septembre 2018 ,

Quelles places, quel rôle occupent les travailleurs sociaux dans les secteurs de la santé ? Comment parviennent-ils à faire valoir la spécificité de leur approche ? Sont-ils les vecteurs d'une santé accessible à tous, y compris à ceux qui n'entrent pas, plus, ou difficilement dans les circuits traditionnels ? Comment contribuent-ils à une vision globale de la santé, qui prend en compte le contexte sociétal et les réalités sociales de chacun ? **L'observatoire est une revue belge.** [extrait de l'introduction]

Le boom des écoles alternatives L'école des parents, n° 629 octobre-novembre-décembre 2018

Les parents d'élèves qui se détournent de l'école publique ou sous contrat sont de plus en plus nombreux, même s'ils restent très minoritaires. Si la majorité de ces « dissidents » opte pour des pédagogies héritées de l'Éducation nouvelle (Montessori, Freinet, Steiner, etc.), d'autres privilégient les écoles qui mettent au premier plan l'épanouissement de leur enfant, le sauvent de l'échec scolaire, ou sont en accord avec leurs valeurs, citoyennes ou religieuses. Ces attentes, diverses, exigeantes, sont à la hauteur de la déception ou de la méfiance que suscite l'Éducation nationale. Mais aussi de la place centrale qu'occupe l'enfant dans une société de plus en plus individualiste et fragmentée.

Ce dossier de L'école des parents donne la parole aux chercheurs en sciences de l'éducation, aux sociologues, aux anthropologues, aux enseignants et aux parents d'élèves pour tenter de comprendre ce phénomène. Les parents d'élèves qui se détournent de l'école publique ou sous contrat sont de plus en plus nombreux, même s'ils restent très minoritaires... [présentation du dossier, éditeur]

En direct du territoire parisien !

30 logements mis à disposition des personnes atteintes de troubles mentaux pour faciliter l'insertion et l'autonomie

Le 5 novembre a été signé le protocole d'accord « santé mentale et logement » en présence de François Ravier, Préfet de Paris, Anne Souyris, adjointe à la maire de Paris chargée de la santé, Jean-Luc Chassaniol, Directeur du GHT Paris psychiatrie et neurosciences, Anne Seznec, Déléguée départementale adjointe, Agence Régionale Santé Île-de-France, Stéphane Bettiol, Directeur Général Adjoint Paris Habitat, des élus et représentants des arrondissements concernés (11e, 17e et 19e), ainsi que de tous les acteurs impliqués

Distribution de trousseaux de naissance pour les parents défavorisés

La Croix-Rouge du 10^e vient d'ouvrir un espace pour la distribution de trousseaux de naissances à des parents en situation de précarité et/ou d'isolement, et à leurs bébés de 0 à 3 mois.

Cette permanence accueille tous les parents adressés par les professionnels des services sociaux pour leur apporter écoute, soutien à la parentalité, et aide dans leur quotidien autour de problématiques liées à la petite enfance.

Les trousseaux de naissance comporteront des bodys, pyjamas, bonnets, etc.... Les couches seront proposées en fonction des stocks.

Ce dispositif s'adresse à toutes personnes vivant sur Paris.

lieu : Croix-Rouge Française « Baby boutique » - 53 rue de Paradis 10^e

Horaires : chaque lundi après-midi de 14h30 à 17h

Site internet : [Croix-Rouge Française - Paris 3 et 10](#)

Contact : 01 42 06 79 05 / ul.paris10@croix-rouge.fr

→ Documents : [Fiche demande trousseau de naissance](#) et [Liste trousseau de naissance](#)

13 décembre
2018

Conférence "Écrans, parents, enfants: échanges d'expériences et bonnes pratiques"

« A l'ère où le numérique est omniprésent, comment accompagner les usages des écrans des enfants et les parents, et prévenir les risques? Quelles bonnes pratiques peut-on mettre en place ? Quels sont les contenus adaptés? »

Cette conférence est organisée par le Labo de l'Association D'Accompagnement Global contre l'Exclusion (ADAGE) et sera animée par Clara GUILLAUD, intervenante éducation à l'image.

Horaires : de 9h à 11h45

Adresse : EPEC – 209 rue Lafayette (10^e)

Inscription : 01 58 59 01 57

Programme : 9h: Accueil / 9h30: Début de la conférence / 10h15: Échange / 11h45: Fin

L'École de la 2^e chance de Paris recherche des jeunes pour la rentrée de décembre 2018 : informations collectives et entretiens

Vous accompagnez des jeunes à la recherche d'une formation en décembre et janvier : l'École de la 2^e chance de Paris a une rentrée le 17 décembre et une autre le 14 janvier 2019.

à Date : 10 et 17 décembre 2018

à Lieu : Site Jardins d'Eole 47, rue d'Aubervilliers 75018 Paris

Site Maroc 27, rue du Maroc 75019 Paris

à Site internet



Dans les médias

-Carte blanche à Sara Giraudeau Square Artiste, magazine culturel (2018) samedi 8 décembre en replay Arte à 23h40 (25 min)

Marraine de l'association Le Rire médecin, la comédienne Sara Giraudeau filme avec pudeur les enfants malades et leurs complices clowns à l'hôpital Robert-Debré. Une bouleversante ode à la vie. Comment trouver la juste distance pour approcher l'enfance confrontée à la maladie ? Comédienne, la fille d'Annie Duperey et de Bernard Giraudeau, disparu en 2010, rêvait de filmer les enfants et les clowns qu'elle côtoie au sein du Rire médecin. Pour Square, la jeune actrice, marraine de cette association depuis huit ans, a suivi les éclats de vie partagés des uns et des autres, entre douleur, poésie et burlesque. Des couloirs de l'hôpital Robert-Debré aux chambres aseptisées où ils se glissent, les happenings contrôlés de Roger Chips et de son compère Gromel, qui préparent très sérieusement leur tournée, surgissent, à la rencontre de la placide Célia - auquel le film est dédié -, du facétieux Alexis, de la curieuse Léa et de tous les autres pensionnaires.

-Quand le travail n'a plus de sens Vox pop, magazine de société (2018) dimanche 9 décembre à revoir en replay Arte à 20h05 (29 min)

Estimez-vous votre emploi inutile ou vide de sens ? Selon les chercheurs qui ont élaboré le concept de « bullshit job », un grand nombre de postes dans les services, la communication ou le conseil ne servent à rien. Vox Pop invite cette semaine Carl Cederström, professeur de management à Stockholm et coauteur du Syndrome du bien-être. Avec également un reportage au Royaume-Uni, où le business de la reconversion professionnelle fait florès, et le tour d'Europe des correspondants.

-Demain Documentaire français de Mélanie Laurent et Cyril Dion (2015) dimanche 9 décembre à revoir en replay France 2 à 22h50 (115 min)

Fervents défenseurs de la nature, Cyril Dion et Mélanie Laurent ont voyagé avec leur équipe à travers une dizaine de pays, enquêté et cherché à comprendre comment éviter les crises écologiques, économiques et sociales qui menacent l'humanité. Au cours de leur périple, ils ont rencontré de nouveaux acteurs de l'agriculture, de l'énergie, de l'économie, de la démocratie et de l'éducation. Toutes et tous œuvrent avec ferveur afin de préserver le monde de demain. Leur objectif est de sortir du pessimisme, en montrant que des solutions existent et sont à portée de main, pour relever le grand défi de la transition écologique...

-L'homme qui répare les femmes Documentaire franco-belge de Thierry Michel (2015) dimanche 9 décembre 2018 à revoir en replay Arte à 23h00 (53 min)

« Aujourd'hui, les batailles se passent sur le corps des femmes [...]. Une stratégie de guerre bon marché et redoutablement efficace » Depuis plus de vingt ans, le gynécologue Denis Mukwege « répare » des milliers de fillettes et de femmes violées et mutilées par les milices et les soldats qui sèment la terreur en toute impunité dans le Kivu, à l'est de la République démocratique du Congo.

-Des jeunes engagées Documentaire français de Camille Clavel (2018) lundi 10 décembre 2018 France 3 à 23h55 (50 min)

Loin des clichés stigmatisants trop souvent associés aux quartiers périphériques des grandes villes, ce documentaire présente les portraits croisés de quatre jeunes de la banlieue parisienne qui ont décidé de prendre les choses en main pour faire avancer les choses.

-L'irrésistible ascension d'Amazon Documentaire allemand de David Carr-Brown (2018) mardi 11 décembre 2018 Arte à 20h50 (90 min)

En l'espace d'un quart de siècle, Amazon, la plate-forme de vente en ligne, est devenue une véritable institution dans le monde. Fondateur de l'entreprise, l'Américain Jeff Bezos, un ex-banquier ambitieux, visionnaire et influent, a su imposer ses propres règles dans un monde en pleine mutation. Jusqu'où ira-t-il ? Retour sur la fulgurante ascension du géant du Web.

-Aliments industriels : nous rendent-ils malades ? Enquête de santé, magazine de la santé (2018) mardi 11 décembre 2018 France 5 à 20h55 (100 min)

Selon de nombreux chercheurs, le vrai coupable de l'explosion des maladies chroniques telles que le diabète et l'obésité serait l'alimentation ultra-transformée. Elle représente aujourd'hui près de 50 % de l'offre en supermarchés et se niche même dans les rayons bio. Pour fabriquer les produits incriminés, plats cuisinés, barres chocolatées et autres nuggets, les industriels modifient à l'extrême les matières premières et ajoutent des substances chimiques pour leur redonner texture, goût et couleur.

-Quand les multinationales attaquent les États Documentaire français de Laure Delesalle (2016) mardi 11 décembre 2018 Arte à 22h30 (90 min)

À l'automne 2016, des millions d'Européens descendent dans la rue pour protester contre le Ceta, le traité de libre-échange avec le Canada. Son rejet par la Wallonie, par la voix de son ministre président Paul Magnette, plonge alors l'Union européenne dans une grave crise et place les tribunaux d'arbitrage sous le feu des projecteurs – et des critiques. Ce dispositif, prévu dans le cadre de nombreux accords commerciaux internationaux, permet à des multinationales d'attaquer les États devant des juges privés – des avocats d'affaires –, afin de réclamer la compensation d'un manque à gagner réel ou potentiel induit par un changement de législation.

La radio - Mondialisation et inégalités : le cas français 06/12/2018 France culture

Pour faire un état des lieux sur les inégalités en France, nous recevons le directeur général du groupe de réflexion Terra Nova, Thierry Pech. L'administration française considère comme pauvre toute personne seule qui perçoit moins de 1026 euros par mois. Parmi les 8.8 millions de français qui sont concernés par cette définition de la pauvreté, près de 5 millions doivent même essayer de vivre avec moins de 855 euros par mois. Entaché par les violences de ses cortèges et la radicalisation des revendications politiques de ses figures médiatiques, le mouvement des "Gilets Jaunes" aura au moins eu le mérite de ce rappel à la réalité sociale du pays. A la veille de la révolution de la robotisation des emplois, l'économie française peut-elle durablement ignorer ses travailleurs pauvres

à réécouter sur : <https://www.franceculture.fr/emissions/invite-des-matins/mondialisation-et-inegalites-le-cas-francais>

- "Gilets jaunes" : la démocratie peut-elle se jouer sur les réseaux sociaux ? 05/12/2018

Pour parler des usages des médias et réseaux sociaux faits par les "Gilets Jaunes", nous recevons Clara Schmelck, journaliste spécialiste des médias, Amélie de Montchalin, députée LREM, et Jérôme Fourquet, politologue et directeur du département Opinion de l'Ifop.

à réécouter sur : <https://www.franceculture.fr/emissions/invite-des-matins/gilets-jaunes-la-democratie-peut-elle-se-jouer-sur-les-reseaux-sociaux?xtor=EPR-3>

- Fractures sociales et territoriales : le risque de la désunion 05/12/2018

Le référendum du Brexit révèle de nombreuses fractures au sein de la société britannique. Classes populaires contre élites, métropoles connectées contre territoires en marge, classes blanches contre minorités ethniques... Le modèle culturel, propre au Royaume-Uni serait-il en crise ?

à réécouter sur : [Royaume-Uni : un nouveau départ ? \(3/4\)](#)

- La féminisation des mots : portée d'une querelle 01/12/2018

On ne sait pas toujours que dans un passé lointain, la langue française s'était montrée, avant qu'on ne la corsète, d'une remarquable souplesse. Le linguiste Bernard Cerquiglini nous raconte comme la langue révèle ainsi l'état des sociétés, et en l'occurrence du statut de la femme...

à réécouter sur :

<https://www.franceculture.fr/emissions/concordance-des-temps/la-feminisation-des-mots-portee-dune-querelle>

- Quand l'alcool n'est pas une fête 03/12/2018

Elles ont commencé à boire pour supporter une charge de travail, un deuil ou pour passer du bon temps. Puis elles ont décidé d'arrêter. Vanessa et Laurence racontent comment elles en sont arrivées là.

<https://www.franceculture.fr/emissions/les-pieds-sur-terre/quand-lalcool-nest-pas-une-fete>

- Donner une fessée, est-ce être un mauvais parent ? 03/12/2018

La fessée est interdite dans 54 pays, dont 22 en Europe. La France a déjà tenté de graver cette interdiction dans la loi, en 2017, mais pour des questions de forme, la mesure avait été retoquée par le conseil constitutionnel.

à réécouter sur : <https://www.franceculture.fr/emissions/la-question-du-jour/donner-une-fessee-est-ce-etre-un-mauvais-parent>

Agenda

Migrations : intégration et insertion par la musique

Mercredi 12 décembre 2018 - 10h00 - 17h00

Une conférence d'information, de réflexion et de travail sur le rôle des ensembles musicaux dans l'accueil, l'intégration et l'insertion professionnelle des réfugiés en France.



Acteurs d'Humanité
MOUVEMENT HABITAT ET HUMANISME
VOUS INVITE
À SA CONFÉRENCE

MIGRATIONS
Intégration et
Insertion
par la musique



INSTITUT DU MONDE ARABE 1, rue des Fossés Saint-Bernard Place Mohammed V 75236 PARIS CEDEX 05
www.imarabe.org

Tél. 01 40 51 38 38 | Fax 01 43 54 76 45

La journée s'articulera autour de 3 axes :

Parcours de migration et d'asile

Organiser des activités culturelles avec des migrants : enjeux, pratiques et contraintes

Organiser des activités culturelles avec des migrants : retours d'expérience

La journée se clôturera par deux ateliers :

Atelier 1 : Intervenir en centre d'hébergement : Comment ? Qui ? Quels moyens d'action ?

Atelier 2 : Comment ouvrir les espaces culturels et les concerts au public réfugié

Journée organisée par EHD (Entreprendre pour Humaniser la Dépendance) – Habitat et Humanisme, en partenariat avec l'AFO, la FEVIS, Cultures du Coeur et le Petit Bain.